

L'Union européenne investit 100 milliards pour retenir ses cerveaux

BUDGET La recherche et l'innovation n'ont jamais été autant dopés

► Brexit et conjoncture obligeant, de nombreux budgets européens vont être rabotés.

► Une exception notable : le plan Horizon Europe pour la période 2021-2027.

On l'entend depuis plusieurs semaines : de nombreuses politiques dites traditionnelles de l'UE (agricole, de cohésion) vont trinquer dans le prochain budget européen, en raison du Brexit et des défis de plus en plus nombreux auxquels il faut faire face et qui nécessitent de l'argent. Mais l'une des rares lignes du budget de l'UE qui ne se verra pas rabotée, mais plutôt dopée, devrait permettre de répondre à l'une des obsessions de l'Europe : éviter que le reste du monde ne lui coupe l'herbe sous le pied dans le développement des innovations du futur.

Les détails de l'enveloppe pour la recherche et l'innovation seront rendus publics ce jeudi, mais *Le Soir* a pu en consulter un projet. On savait déjà que de 70 milliards pour 2014-2020, la Commission proposera d'allouer à la recherche et l'innovation 86,6 milliards (en prix 2018) ou 97,6 milliards en prix courant pour 2021-2027, dans le cadre du programme baptisé « Horizon Europe ». Pour bien comprendre le dopage de cette enveloppe, il faut ajouter que le gâteau dédié à la décennie qui s'achève était distribué entre 28 pays de l'UE. Or, le Royaume-

Uni, le plus gourmand bénéficiaire du prédécesseur d'Horizon Europe, Horizon 2020, quittera l'UE en 2019. Donc l'enveloppe plus élevée sera de surcroît à répartir entre moins de pays.

Il n'empêche, l'industrie espérait plus, on le lui avait promis (entre 120 et 160 milliards) et sera donc partiellement déçue. C'est aussi ce que nous dit Maud Evrard, de Science Europe, l'association européenne rassemblant les agences nationales de financement de la recherche et plusieurs centres de recherche. « *En Europe, on ne manque pas d'idées, on ne manque pas d'excellence, ni de potentiel d'innovation, mais on manque de financements* », nous dit-elle.

A côté de l'enveloppe, l'UE a pioché quelques idées à la Darpa américaine. Cette agence a été mise sur pied aux Etats-Unis en 1958 en réplique à Spoutnik. Son essence assumée était que la

technologie américaine devait toujours être supérieure à celle de ses ennemis. Si la Darpa est une agence qui appartient au giron militaire, ses inventions n'en ont pas moins mis les Etats-Unis au premier rang des technologies de rupture aujourd'hui utilisées dans le civil : on lui doit par exemple internet et le GPS.

On comparera surtout à la Darpa la proposition de la Commission de ce jeudi pour un Conseil européen de l'innovation, à la différence près que ce dernier n'aura rien de militaire. L'idée, promue activement par Berlin et Paris, vise à soutenir et même stimuler l'innovation

« disruptive » dans un laps de temps assez rapide. Mais surtout améliorer la transformation des résultats de la recherche en applications commerciales, domaine où l'Europe est à la traîne vis-à-vis de ses concurrents américain et chinois. Doté d'un budget d'un peu plus de 10 milliards, un de ses pieds financiers visera donc particulièrement à soutenir la mise sur le marché d'innovations, soit par le biais d'avances, soit de prises de participations directes de l'UE.

Autre grande différence avec la Darpa, les idées ne viendront pas d'en haut, mais d'en bas. Ce qui veut dire que ce sont les candidats qui proposeront des projets et non le Conseil européen de l'innovation qui les formulera, comme la Darpa le fait.

D'ailleurs, sur ce point, Maud Evrard de Science Europe compare davantage l'agence américaine à une autre idée de la Commission : celles des missions. C'est le second pilier d'Horizon Europe, qui vise à assurer la compétitivité industrielle de l'UE (voir ci-contre) et relever les grands défis du monde (santé, climat, mobilité, sécurité...) et prendra la plus grosse part de l'enveloppe totale (plus de 50 milliards).

Concrètement, l'une de ses composantes visera à fixer des missions précises sur lesquelles les acteurs qui bénéficieront de ses financements devront travailler. « *Dans le rapport de la professeur Mariana Mazzacuto,*

qui a inspiré la Commission, les exemples de missions citées sont comment avoir des océans sans plastique ou des villes sans carbone d'ici une certaine date, par exemple, explique Maud Evrard. Ce sont des défis très pertinents, mais l'on s'interroge sur la partie de ces défis à laquelle la recherche pourra vraiment contribuer, car nombre d'entre eux nécessiteront aussi des changements législatifs ou personnels des citoyens, tels que leur mode de consommation ou de déplacement. » La Commission ne défi-

nira à ce stade que des critères pour les futures missions : être audacieux, ambitieux mais réaliste, avoir une valeur ajoutée européenne...

Reste à voir comment les négociations entre pays européens feront bouger les lignes budgétaires, les programmes financiers de l'UE pour la recherche ayant la mauvaise réputation de bénéficier principalement aux pays riches, alors que de l'autre côté, la Commission a décidé de sabrer dans les fonds de cohésion. ■

ELODIE LAMER

l'expert « Stimuler les investissements en Europe »

ENTRETIEN

Alexandre Affre est directeur du département des affaires industrielles de Business Europe, qui représente le patronat européen.

Qu'attendez-vous de la proposition de la Commission de ce jeudi, qui définira les lignes budgétaires liées à la recherche et l'innovation ? Quel a été le bilan du programme qui s'achève, Horizon 2020 ?

Horizon 2020 est un programme que l'industrie soutient fortement, un instrument qui fonctionne bien et qui aide bien à stimuler les investissements dans la recherche et l'innovation, et à démultiplier les investissements privés. On a toujours dit qu'on ne souhaitait pas révolutionner Horizon 2020 mais le renforcer avec un budget plus important. On reconnaît les

efforts de la Commission dans le cadre général de la préparation du budget, car c'est un des seuls programmes pour lequel on voit le budget augmenter, mais on souhaiterait aller plus loin. Nous avons écrit un courrier au président du Conseil européen, Donald Tusk, pour demander aux Etats membres d'aller vers un renforcement du budget pour la recherche et l'innovation. On espère aussi que le deuxième pilier, celui destiné à la compétitivité industrielle, aura droit à 60 % de l'enveloppe.

Ce pilier justement, vise-t-il

aussi à lutter contre les délocalisations ?

Il y a cet élément-là, il faut au maximum que ces nouveaux investissements en faveur de la recherche et l'innovation se fassent en Europe ; on parle de PME mais aussi de grandes entreprises multinationales qui peuvent décider d'investir en Europe ou hors de l'UE en fonction du cadre politique existant, c'est aussi cet enjeu-là qui est présent. Il faut un programme qui aide à stimuler les investissements en Europe pour avoir une industrie européenne compétitive qui mette sur le marché des nouveaux produits, des solutions innovantes et qui lui permette d'être un acteur important de la mondialisation en matière de nouvelles technologies.

On compare beaucoup le futur Conseil européen de l'innovation à la Darpa américaine. Pertinent ?

L'esprit est le même. Le Conseil européen pour l'innovation est quelque chose qui sera vraiment une aide au développement rapide d'innovations et de nouvelles solutions avec ce mode de fonctionnement-là. Sur les modalités, il faudra voir.

Quelle sera sa valeur ajoutée ?

C'est la simplification mais aussi une ges-

tion dans le temps plus courte de projets qui ont une potentialité en matière d'innovation importante. Les nouvelles idées viennent aussi de petites entreprises, de start-up qui arrivent à grossir jusqu'à une certaine taille puis qui, quand elles ont besoin de passer à la vitesse supérieure, valent parfois et partent à l'étranger. ■

Propos recueillis par
E. LM.

9 milliards dégagés

Mercredi, la Commission européenne a détaillé une série de lignes budgétaires pour 2021-2027 qui font notamment la part belle aux secteurs numérique et spatial. Pour la première fois, pour le numérique, 9,2 milliards seront dégagés. « Le message au reste du monde est que l'Europe reste dans la course et est déterminée à regagner son leadership », a déclaré la commissaire européenne à l'Agenda numérique, Mariya Gabriel. De cette enveloppe, 2,5 milliards seront destinés au développement de l'intelligence artificielle, 2,7 mil-

liards pour les superordinateurs (calculs à haute performance, indispensables par exemple dans le secteur des soins de santé), et 2 milliards dans la cybersécurité.

Après des discussions décrites comme difficiles entre commissaires européens, il a par ailleurs aussi été décidé d'augmenter l'enveloppe en faveur du secteur spatial. 9 milliards seront dédiés notamment à la poursuite du développement de Galileo, le GPS européen.

Enfin, l'UE a décidé de pérenniser le plan d'investissement Juncker et sa méthode de financement innovante. Celui-ci vise à créer des

effets de levier dans les investissements, en poussant des acteurs privés à mettre la main au portefeuille grâce à l'octroi de garanties publiques qui essuieront de premières pertes éventuelles. C'est ainsi qu'en mettant une enveloppe de 15,2 milliards au futur fonds InvestEU, le budget européen fournira une garantie de 38 milliards pour financer des projets. La Commission s'attend ainsi à générer, par effet de levier, plus de 650 milliards d'euros d'investissements. Faire plus avec moins en somme, le mantra de l'UE pour les prochaines années.

E.LR